



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

n°2012-DLP/BUPE-556 du 23 NOV. 2012

imposant des prescriptions complémentaires à EDF pour la poursuite de l'exploitation de sa centrale de production thermique de LA MAXE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le Code de l'Environnement et en particulier les articles L.221-1, L.223-1 et R.221-1 et L511-1, L512-20 et R.512-31 ;
- VU** le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 transposant la directive n° 2008/50/CE du 21 mai 2008 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** l'arrêté n° DCTAJ-2012 - A - 30 du 25 juin 2012 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 modifié autorisant la Société EDF à poursuivre l'exploitation d'une centrale thermique de production d'électricité sur le territoire de la commune de La Maxe ;
- VU** l'arrêté préfectoral interdépartemental n° 2012-DLP/BUPE-294 du 27 avril 2012 fixant la procédure d'information et de recommandation et la procédure d'alerte dans les départements de Moselle, Meurthe et Moselle, Meuse et des Vosges, en cas de dépassement de certains seuils de concentration dans l'air ambiant de particules en suspension (PM10) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-22 du 13 janvier 2009 imposant à la Société EDF, pour sa centrale de production thermique de La Maxe, la mise en œuvre des mesures d'urgence en cas de dépassement du seuil d'alerte considéré en concentration de particules PM10 dans l'air ambiant;
- VU** le courrier électronique d'EDF daté du 8 août 2012, transmettant notamment la consigne mise en œuvre sur le site en cas de dépassement du seuil d'alerte PM10 dans l'air ambiant ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées daté du 25 septembre 2012 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) du 25 octobre 2012 ;

Considérant que le décret n° 2010-1250 du 21 octobre 2010 a introduit au niveau réglementaire les seuils d'information et de recommandation et d'alerte aux particules PM10,

Considérant que le seuil d'alerte considéré est de 80 µg/m³ de PM10 en moyenne journalière sur au moins deux stations, et non plus 125 µg/m³, comme précisé initialement dans la circulaire ministérielle du 12 octobre 2007 repris dans l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-22 du 13 janvier 2009 ;

Considérant qu'il convient donc de modifier cet arrêté afin de prendre en compte cette évolution,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1er : Les dispositions de l'article premier de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-22 du 13 janvier 2009 sont modifiées et remplacées comme suit :

« La Société Electricité de France (EDF) pour sa centrale de production thermique de La Maxe, est tenue de mettre en œuvre les mesures d'urgence définies dans le présent arrêté lorsque le seuil d'alerte en concentration dans l'air ambiant de particules PM10 est dépassé ».

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-22 du 13 janvier 2009 sont complétées comme suit :

« L'exploitant s'assure également du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage ».

Article 2 : En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures de sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement (livre V, titre 1er).

Article 3 : Délais et voies de recours :

En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 4 : Information des tiers :

- 1) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Maxe et pourra y être consultée par tout intéressé ;
- 2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de La Maxe.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

- 3) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département ainsi que sur le portail internet des services de l'Etat en Moselle ;

Article 5: Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le maire de La Maxe, le sous-préfet de Metz-Campagne, les inspecteurs des installations classées, et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Metz, le 23 NOV. 2012

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général

LE PREFET,



Olivier du CRAY